



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 22 janvier 2026

FOCUS : LA BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT (BID), UN ACTEUR CENTRAL DU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT 2

Bolivie 3

Le gouvernement abroge le décret 5503 et publie le nouveau décret 5516 après trois semaines de crise sociale 3

Colombie 3

Les IDE chutent de -14 % en g.a. en 2025. 3

Le gouvernement propose de rapatrier jusqu'à 27 Md\$ d'épargne retraite pour financer l'économie colombienne et notamment les infrastructures. 3

Escalade commerciale entre la Colombie et l'Équateur avec des droits de douane réciproques de 30 % et suspension temporaire des ventes d'électricité 4

Le taux d'informalité diminue chez les femmes. 4

Équateur 5

L'Équateur a émis 4 Md\$ – la plus importante émission de son histoire – marquant son retour sur les marchés internationaux. 5

Le secteur halieutique équatorien affiche un record de ses exportations en 2025. 5

Pérou 6

Les travaux publics paralysés dépassent 12,6 Md\$ d'investissements. 6

La Banque centrale maintient sa cible de réserves en or à 5 %, stratégie critiquée par certains analystes des marchés. 6

Venezuela 6

Le Bolivar s'est déprécié de 474 % en 2025 et continue de chuter début 2026 6

Le Venezuela a reçu une 1^{re} tranche de 300 M\$ issue de la vente du pétrole aux États-Unis 7

Focus : La Banque Interaméricaine de développement (BID), un acteur central du financement du développement

La BID constitue la principale source de financement du développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle a pour mission le financement de projets de développement économique, social et institutionnel, ainsi que la promotion de l'intégration commerciale régionale. La position dominante de la BID dans la région repose sur trois facteurs principaux. D'abord, la BID bénéficie d'une légitimité historique en tant que banque régionale dédiée à l'Amérique latine et aux Caraïbes. Ensuite, sa gouvernance traduit un équilibre entre représentation régionale et poids des grands contributeurs : les pays latino-américains détiennent 50 % des droits de vote, tandis que les États-Unis en ont 30 %, ce qui leur assure un droit de veto *de jure*. Les pays andins ont, toutefois, des parts plus limitées (Colombie 3,1 %, Pérou 1,5 %, Bolivie 0,9 %, Équateur 0,6 %). Enfin, la BID se caractérise par une forte présence opérationnelle sur le terrain, avec des équipes locales dotées de moyens humains et financiers importants.

La BID occupe une place croissante dans l'endettement externe des pays. Avec près de 30 Md\$ de dette cumulée pour les pays andins cités *supra* en 2025, l'institution représente une part importante de leur dette publique externe (Bolivie 31,6%, Équateur 20,3%, Colombie 12,0%, Pérou 8,5%). L'activité de la BID repose essentiellement sur des prêts (85 % de son portefeuille), complétés par des opérations de coopération technique (Colombie et Équateur notamment). Ces prêts revêtent un caractère de plus en plus programmatique : en 2024, les prêts d'investissement représentaient 48 % du total, contre 52 % pour les prêts de politiques publiques.

La BID concentre son action sur des secteurs prioritaires, notamment les infrastructures, le transport, l'énergie et la protection de l'environnement. Ces priorités se traduisent par les projets les plus emblématiques suivants :

- **Eau et assainissement** : méga-projet d'extension et amélioration des services d'eau potable et d'assainissement de Juliaca au Pérou (2023, 350 M\$).
- **Transports** : le métro de Quito financé en partie par la BID (2012-2013, 450 M\$) a été inauguré en 2022. En Colombie, le projet du métro de Bogotá qui vise à répondre aux besoins de mobilité urbaine de la capitale est co-financé par la BID (ligne 1 – 2018 et 2025 : 726 M\$ et ligne 2 – 2023 : 50 M\$).
- **Energie et environnement** : en Équateur, la BID a mis en place des garanties permettant la mise en place de projets d'énergies renouvelables. Elle finance par ailleurs la remise à niveau du système de transmission d'électricité. En Colombie, la BID finance un prêt de contingence de 400 M\$ concernant les catastrophes sanitaires ou climatiques.
- **Amazonie** : modernisation du système électrique équatorien pour améliorer l'accès rural dans l'Amazonie.

De nouvelles thématiques d'intervention émergent autour de la sécurité et des minerais critiques. En Équateur, un programme de prévention et de réponse à la violence et à la criminalité a été lancé en 2024. Au Pérou, la BID a mené une action de coopération technique afin de développer durablement les minerais critiques pour la transition énergétique. Ainsi, l'action de la BID se renouvelle pour faire face à de nouveaux défis.

Bolivie

Le gouvernement abroge le décret 5503 et publie le nouveau décret 5516 après trois semaines de crise sociale

Le 11 janvier dernier, à l'issue de trois semaines de mobilisations et de blocages, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) et le gouvernement ont signé un accord actant l'abrogation totale du décret suprême 5503, immédiatement remplacé par le décret 5516, tandis que la COB s'engageait à lever les barrages. **Le nouveau texte maintient les principales mesures économiques, notamment la suppression des subventions aux carburants, mais supprime les dispositions fiscales controversées** (grand pardon fiscal, régime d'investissement prioritaire) ainsi que le renforcement des pouvoirs de la Banque centrale, ces articles devraient être présentés ultérieurement au Parlement sous forme de projets de loi, afin d'en renforcer la légitimité et la sécurité juridique, selon le ministre de la Présidence José Luis Lupo. **Les blocages auraient coûté environ 100 MUSD par jour à l'économie, soit près de 500 MUSD en cinq jours**, frappant durement l'agriculture exportatrice et le tourisme. Le gouvernement affirme désormais viser une stabilisation économique « sans subvention » par une voie plus consensuelle, tandis que le secteur privé a salué le retour progressif au calme social.

Colombie

Les IDE chutent de -14 % en g.a. en 2025.

En 2025, les investissements directs à l'étranger (IDE) ont atteint 9,2 Md\$ en Colombie, contre 10,7 Md\$ en 2024. Selon la Banque centrale, cette baisse reflète l'environnement international dégradé cette année mais également la perception d'un risque accru associé à la Colombie.

Les secteurs du pétrole et des mines, traditionnellement principaux récipiendaires des IDE, ont connu une chute de -8,9 % (en g.a). Cette baisse s'explique par la baisse des cours mondiaux du pétrole et par la prudence des investisseurs face au durcissement réglementaire du secteur au niveau domestique. Avec 7,0 Md\$ d'IDE, ces deux secteurs représentent néanmoins 76 % du total des IDE reçus par la Colombie. Les investissements en portefeuille sont eux repartis à la hausse pour atteindre des entrées nettes de 13,8 Md\$. Cette hausse est attribuable en grande partie aux opérations de gestion de la dette des autorités, ayant émis des obligations colombiennes.

Le gouvernement propose de rapatrier jusqu'à 27 Md\$ d'épargne retraite pour financer l'économie colombienne et notamment les infrastructures.

Le gouvernement Petro a publié le 20 janvier dernier un projet de décret modifiant le régime d'investissement des fonds de pensions privés (AFP), visant à progressivement mettre en place un plafond d'investissements à l'étranger à 35 % sous trois ans puis 30 % sous cinq ans. Pour mémoire, aujourd'hui près de 49 % de l'épargne retraite obligatoire est placée à l'étranger. La mesure pourrait entraîner le rapatriement d'environ 27 Md\$ (près de 100 000 Md COP) vers l'économie colombienne. **Les autorités entendent orienter ces ressources vers des projets d'infrastructure, d'énergie, de logement.** Le financement du déficit de l'État s'en verrait également affecté, via une hausse potentielle de la demande pour les titres de dette souveraine. Les analystes estiment que la mesure pourrait réduire les coûts de financement de l'État et provoquer à court terme une appréciation modérée du peso, mais **soulignent des risques à moyen terme pour la rentabilité et la diversification des portefeuilles des affiliés, du fait d'une exposition accrue au risque souverain**

colombien et d'une capacité limitée du marché local à absorber de tels flux.

Escalade commerciale entre la Colombie et l'Équateur avec des droits de douane réciproques de 30 % et suspension temporaire des ventes d'électricité

Le président équatorien Daniel Noboa a annoncé l'instauration, à compter du 1^{er} février, de droits de douane de 30 % sur les importations en provenance de Colombie, justifié par une « insuffisante coopération » des autorités colombiennes contre le narcotrafic et l'orpaillage illégal à la frontière. **En réaction, le gouvernement Petro a instauré un droit de douane équivalent sur 20 produits équatoriens** (flux concernés estimés à ~250 M\$) et annoncé la suspension des exportations d'électricité vers l'Équateur à compter du 22 janvier à 18h. Le président Gustavo Petro a toutefois affirmé que cette décision était indépendante du conflit commercial et strictement temporaire, motivée par la nécessité de garantir l'offre domestique d'électricité à moyen terme, précisant que les livraisons reprendraient dès que la sécurité d'approvisionnement serait assurée. Cette interprétation est nuancée par des déclarations antérieures du ministre de l'Énergie évoquant explicitement une réponse aux mesures « unilatérales » de Quito.

L'épisode ferait peser des risques sur l'emploi et la compétitivité des exportateurs colombiens, alors que les échanges bilatéraux ont atteint 2,7 Md\$ en 2024 (0,8 Md\$ d'exportations équatoriennes vers la Colombie, 1,9 Md\$ d'exportations colombiennes vers l'Équateur, soit un excédent de 1,1 Md\$ en faveur de la Colombie). L'Équateur représentait 1,3 % des importations colombiennes en 2024 (1,1 % sur les dix premiers mois de 2025) et 3,9 % de ses exportations (3,7 % sur les dix premiers mois de 2025). Les droits de douanes toucheraient particulièrement les exportations du Département du Valle del Cauca (pharmacie,

produits d'hygiène, agroalimentaire), l'Équateur étant le 2^e débouché commercial du Département (plus de 150 M\$ d'exportations en 2024).

Côté équatorien, le risque concerne l'approvisionnement d'électricité, alors que la saison sèche approche. Pour mémoire, la production est largement hydroélectrique en Équateur, et son système électrique est structurellement déficitaire. L'Équateur dépend significativement de l'énergie colombienne : **la Colombie fournit entre 8 % et 10 % de l'électricité consommée par l'Équateur**, un soutien crucial lorsque la production nationale est déficitaire, notamment en périodes de sécheresse.

Le taux d'informalité diminue chez les femmes.

Entre septembre et novembre, le taux d'informalité des femmes s'est réduit de -1,1 pp pour s'établir à 52,3 %. Le taux d'informalité est, en moyenne, de 55 % en Colombie. Cette baisse est portée par une dynamique favorable à l'emploi formel, avec la création de 320 000 emplois formels supplémentaires par rapport à 2024, alors que les emplois informels ont augmenté dans une moindre mesure (+130 000 emplois).

La création d'emplois formels féminins se concentre dans les secteurs de l'administration public et de l'éducation. Dans l'administration publique, 69 000 emplois formels ont été créés sur la période, notamment dans les secteurs de la gestion budgétaire, administrative et des statistiques. Le secteur éducatif a enregistré 52 000 emplois formels additionnels.

Cette tendance pourrait néanmoins s'inverser à moyen terme du fait de la hausse du coût du travail formel et d'une consolidation budgétaire. D'une part, la hausse du salaire minimum ainsi que la réforme du travail, en renchérissant le coût du travail, pourraient pénaliser la création d'emplois formels.

D'autre part, alors que les emplois formels féminins se concentrent dans le secteur public, une baisse des dépenses publiques (alors que le déficit budgétaire est attendu à 6,2 % en 2025) pourrait limiter voire inverser la dynamique d'embauche.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	6,5%	71,9%	2434
Change USD/COP	-0,6%	-13,8%	3669
Change EUR/COP	0,2%	-3,2%	4288
Prix du baril (Brent, USD)	1,7%	-17,0%	65,24

Équateur

L'Équateur a émis 4 Md\$ – la plus importante émission de son histoire – marquant son retour sur les marchés internationaux.

L'Équateur a émis 4,0 Md\$ le 26 janvier dernier, soit le plus important montant de son histoire, après sept ans d'exclusion de fait des marchés internationaux après son défaut en 2019. Ainsi, l'Équateur a émis 2,2 Md\$ à échéance 2034 (coupon 8,75 %) et 1,8 Md\$ à échéance 2039 (coupon 9,25 %).

Cette émission a une double fonction : (i) assurer le refinancement de près de 900 M\$ d'échéance dues en janvier 2026, selon la ministre des Finances, Sariha Moya, et (ii) le rachat partiel des obligations souveraines 2030, 2035 et 2040, dévaluées sur le marché secondaire et permettant une baisse du niveau de dette en nominal. Pour mémoire, la Ministre avait confirmé le paiement du premier coupon des bons 2030 plus tôt en janvier, pour environ 400 M\$.

Parallèlement, l'agence de notation Moody's a amélioré sa notation créditrice des obligations souveraines externes équatoriennes, de deux crans, à Caa1 (soit un niveau identique à l'Argentine). L'agence souligne la baisse significative du risque de défaut dans le cadre de cette opération et

plus généralement de l'amélioration de la gestion budgétaire dans le cadre du programme FMI à l'œuvre. **Pour mémoire, Fitch n'a pas relevé la note souveraine de l'Équateur (IDR), qui demeure à CCC+, mais a – dès novembre 2025 – attribué une note de B- à la dette long terme**, dans le cadre de sa nouvelle méthodologie intégrant des perspectives de récupération (*Recovery Rating*). Le 26 janvier, dans le cadre de l'émission, Fitch a appliqué cette même notation (B-) aux nouvelles obligations.

La baisse du risque pays (en dessous de 500 pdb pour la première fois depuis 2019) permet ainsi à l'Équateur de revenir sur les marchés internationaux après sept ans d'absence. La baisse des *spreads* est liée à aux réformes mises en place par le gouvernement qui permettent le bon déroulement du programme avec le FMI et un niveau d'endettement jugé soutenable, à environ 47 % du PIB.

Le secteur halieutique équatorien affiche un record de ses exportations en 2025.

Le secteur halieutique équatorien a affiché une hausse de 9 % de ses exportations en 2025, atteignant un record historique de 2,5 Md\$. La pêche et l'aquaculture ont généré ensemble plus de 10 Md\$, soit 37 % des exportations non-pétrolières du pays. Selon la Chambre nationale de la pêche (CNP), le secteur représente environ 3 % du PIB et constitue un moteur clé de la croissance économique. Il est à l'origine de près de 150 000 emplois directs et indirects, dans un contexte de forte informalité du travail.

Les produits équatoriens sont exportés vers 89 pays, principalement vers l'Union européenne, l'Amérique latine et les États-Unis. Néanmoins, la question de la sécurité est devenue centrale pour le secteur halieutique équatorien. La montée de la criminalité et du narcotrafic en mer oblige les entreprises à investir massivement dans la surveillance satellitaire, la sécurité privée et les

technologies de contrôle. Ces dépenses, estimées à environ 100 M\$ par an, affectent directement la rentabilité du secteur. Par ailleurs, le secteur attend avec attention la possible levée du « carton jaune » imposé par l'U en 2019 pour des insuffisances dans la lutte contre la pêche illégale. En effet, un « carton jaune » avertit du risque d'être inscrit sur la liste des pays non-coopérants si les efforts ne sont pas rehaussés.

Pérou

Les travaux publics paralysés dépassent 12,6 Md\$ d'investissements.

Selon la Société du commerce extérieur du Pérou (Comex), **en septembre 2025, 2 215 travaux publics étaient paralysés à échelle nationale, représentant plus de 12,6 Md\$.** Les projets des régions sont les principaux impactés : les investissements engagés mais non-exécutés y représentent 4,97 Md\$, vs. 4,95 Md\$ pour l'État et 2,68 Md\$ pour les communes. Selon Comex, les régions les plus concernées sont *Arequipa* avec 126 chantiers, *La Libertad* avec 73 chantiers, *Lima* avec 176 chantiers, *Piura* avec 119 chantiers et *Cajamarca* avec 139 chantiers. **Par secteur, les transports et les communications** sont les plus concernés (3,5 Md\$), suivis du logement, de la construction et de l'assainissement (2,25 Md\$), la santé (2,2 Md\$), l'éducation (1,5 Md\$) et l'agriculture (0,4 Md\$). **26,4 % des travaux seraient paralysés pour des manquements contractuels**, vs. 20,8 % en raison d'un manque de ressources et 9,8 % en raison de lacunes dans le dossier technique.

La Banque centrale maintient sa cible de réserves en or à 5 %, stratégie critiquée par certains analystes des marchés.

La remontée du prix de l'or (qui a franchi pour la première fois la barre des 4 600 \$ l'once et pourrait atteindre 6 000 \$ à la fin de 2026) a mis sous les feux des projecteurs la stratégie

de la Banque centrale (BCRP) concernant la composition des réserves internationales qui, à la fin de l'année, ont atteint le niveau le plus élevé de son histoire (89,3 Md\$). L'autorité monétaire a écarté l'idée d'augmenter sa part en or, qui représente actuellement environ 5 % des réserves internationales, soit l'équivalent de 34,6 tonnes, une proportion qui reste pratiquement inchangée depuis plus de 15 ans. Cependant, **certains économistes avertissent que le pays pourrait passer à côté d'une occasion de diversifier les risques et de renforcer la couverture réelle de ses actifs extérieurs dans un contexte mondial de plus en plus incertain.** Jorge Manco Zaconetti, économiste et chercheur, estime que l'approche de la BCRP s'aligne sur les politiques des États-Unis et qu'elle devrait plutôt avoir une lecture réaliste du contexte international. Selon lui, **détenir 95 % des réserves en actifs libellés en USD expose le pays à un risque inutile dans un contexte d'affaiblissement du dollar** et d'endettement croissant du gouvernement étatsunien.

Venezuela

Le Bolivar s'est déprécié de 474 % en 2025 et continue de chuter début 2026

Le Bolivar (VES) s'est déprécié de 474 % sur le marché officiel sur l'ensemble de l'année 2025. Ainsi, le taux de change est passé de 51,93 VES/USD le 2 janvier 2025 à 298 VES/USD le 30 décembre, selon les données de la Banque centrale du Venezuela (BCV). La tendance s'est poursuivie début 2026 : au cours des trois premières semaines de janvier, la devise s'est dépréciée de 16,5 % supplémentaires, atteignant 347 VES/USD (-49 VES/USD en un mois). La dépréciation en 2025 a été plus forte encore sur le marché parallèle, à 1 071 % (passant de 67 VES/USD le 3 janvier à 780 VES/USD le 30 décembre). Au pire de la crise, le 7 janvier, la brèche cambiaire (différence entre les taux officiel et parallèle) a atteint 179 %, puis a été ramenée

à 35 % le 22 janvier suite à l'intervention bancaire permise par la 1^{ère} tranche de 300 M\$ issue de la vente de pétrole (cf. brève ci-après).

Le Venezuela a reçu une 1^e tranche de 300 M\$ issue de la vente du pétrole aux États-Unis

Le gouvernement vénézuélien a annoncé, le 20 janvier, la réception des premiers 300 M\$ provenant de la vente de brut vénézuélien réquisitionné par les États-Unis dans le cadre de l'accord bilatéral récemment conclu. **Ces devises viendront alimenter la demande pour le dollar, via la Banque centrale du Venezuela**

(BCV) qui, bien que sanctionnée par l'OFAC, a obtenu une licence spéciale pour cette opération. Les fonds ont été alloués à quatre banques sélectionnées par Caracas.

Selon Alejandro Grisanti, directeur du cabinet Ecoanalítica, **la BCV a libéré 150 M\$ aux quatre banques principales dès le 20 janvier, en priorité pour faciliter les importations de produits alimentaires et de médicaments. Cependant, ces banques ne sont parvenues à vendre ou assigner que 75 M\$ des 150 M\$ libérés.** Le solde de la tranche initiale devrait être distribué au cours de la semaine suivante.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)